

Déclaration, en séance plénière, de la secrétaire générale de la CSI sur l'Ukraine (23 mai 2014)

« Les syndicats aux quatre coins du monde suivent de près, avec la plus grande préoccupation, le conflit grandissant en Ukraine et ses répercussions dangereuses sur la région et au-delà. Les principales retombées touchent, toutefois, majoritairement et directement les citoyens ordinaires: les répercussions continues sur leur vie quotidienne; le dysfonctionnement des communautés et des structures civiles; et l'incertitude croissante pesant sur leur futur durant les années à venir.

Le Congrès pleure les morts tragiques survenues en Ukraine, présente ses condoléances les plus sincères aux familles et aux citoyens d'Ukraine, condamne la violence et l'incendie de bâtiments de syndicats à Kiev et à Odessa, et se joint à la demande de mener une enquête indépendante et de punir les responsables des incendies criminels ayant causé des pertes humaines.

Le Congrès exhorte les responsables politiques compétents d'Ukraine et au sein du pays, ainsi que les acteurs internationaux clés concernés – à savoir la Fédération de Russie, les États-Unis et l'UE – à user de toute leur autorité, à ne ménager aucun effort pour mettre en œuvre l'accord de Genève et à empêcher les actions d'extrémistes armés d'échapper à tout contrôle. Il est extrêmement urgent de réorienter le processus vers le dialogue et des solutions politiques et de créer un espace pour la voix des citoyens ordinaires, des syndicats, de la société civile afin qu'ils participent au processus et contribuent aux résultats finaux.

Le Congrès appelle à la désescalade des tensions, au respect de la Constitution d'Ukraine et de l'intégrité territoriale, au retrait des troupes russes déployées à la frontière avec l'Ukraine, au désarmement des groupes et des forces militaires illégaux et au retrait des forces armées du sud-est d'Ukraine à mesure que la situation se stabilise. Il appelle, en outre, au renforcement des engagements pris en matière de droits humains, instruments de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, qui est la principale institution de sécurité compétente dans la région.

Nous reconnaissons avec regret que la situation économique et sociale s'est considérablement détériorée depuis lors, comportant des risques croissants si les tensions et la violence actuelles perdurent. La valeur de la devise nationale a déjà chuté de 28 pour cent au cours des cinq premiers mois de 2014, portant atteinte de manière significative aux revenus et au niveau de vie des travailleurs et des travailleuses à la veille d'un futur processus d'ajustement économique majeur. Le sombre tableau macroéconomique a été confirmé par les dernières prévisions de la BERD, à savoir une réduction de 7 pour cent du PIB en 2014 et une stagnation en 2015, pour autant que l'ajustement commence à réduire les déséquilibres et qu'il n'y ait pas de nouvelle escalade des tensions.

Les perturbations affectant les systèmes économiques et sociaux sont en hausse, en particulier dans la partie orientale du pays. Les entreprises ont des difficultés à maintenir leurs activités normales, à préserver les emplois, tandis que les citoyens rencontrent des problèmes pour se rendre au travail, maintenir leurs revenus et leur mode de vie.

Nous reconnaissons, en outre, l'ampleur du défi auquel l'Ukraine est confrontée, impliquant la nécessité de maintenir la masse critique de consensus pour créer un espace permettant de mener à bien les réformes, tout en garantissant un niveau adéquat de justice sociale et de protection sociale afin de motiver les citoyens dans le processus. Les coûts du processus d'ajustement doivent être assumés équitablement par tous et ne pas être supportés uniquement par les travailleurs/euses et les groupes socialement vulnérables.

Le Congrès réaffirme que le dialogue social est un instrument indispensable pour élaborer et mettre en œuvre les futures politiques de réforme. Il souligne que les syndicats ont déjà démontré leur volonté de contribuer à ce processus. Cette exigence de la part des représentants des travailleurs et des travailleuses et des organisations de la société civile les plus représentatives demeure la seule solution satisfaisante pour mettre

Nous exprimons notre solidarité avec les syndicats d'Ukraine et soutenons le rétablissement de la paix et de la tranquillité, comme souhaité par la majorité de la population d'Ukraine, qui est devenue l'otage des luttes géopolitiques. »